BIBLIOTECA

PREMIÈRE PARTIE

LES DERNIERS JOURS DE L'OCCUPATION FRANÇAISE

CHAPITRE PREMIER

La lettre du 30 janvier 1866. — Inexécution de la convention de Miramar. — Mission du baron Saillard. — Lettre du Maréchal à Napoléon III. — Changements dans le ministère mexicain. — Continuation de la prépondérance du parti libéral. — Mission belge attaquée par des bandits. — Assassinat du baron d'Huart. — Envoi du commandant Loysel à Paris. — Le maréchal Randon au maréchal Bazaine. — Conseil des ministres à Paris. — Lettre de Napoléon III (16 février 1866). — Nouveau projet de constitution fédérale attribué à l'inspiration de M. le duc de Persigny. — La légion étrangère. — Tergiversations. — Le général Brincourt refuse le commandement de la légion. — Le général Neigre. — Ordre du jour de l'Empereur Maximilien.

La décision, relative au retrait des troupes françaises, transmise au maréchal Bazaine par la lettre du 30 janvier 1866[1] déterminait, non point la chute de l'Empire mexicain, mais seulement la date approxima-

1. Pour le récit des événements qui ont précédé, voir *l'Empire de Maximilien*.

tive à laquelle cette chute même deviendrait inévitable.

Presque personne, en effet, ne se faisait, à ce moment-là, illusion sur les chances de vitalité propre au nouveau gouvernement; chacun reconnaissait et disait alors que l'appui seul de la France soutenait l'édifice impérial, sans fondation et sans consistance dans le pays; dès que cet appui viendrait à disparaître, de lui-même et sans qu'il fût besoin d'un grand effort, l'édifice s'effondrerait.

Maximilien sentait confusément cette situation, mais il s'en préoccupait peu, car il se berçait de l'espoir de conserver longtemps encore, toujours peut-être, cet appui de la France, indispensable à la sûreté de son trône, et il manifestait à cet égard une confiance, qui, chose singulière, était dans son esprit.

Il semblait ne se rendre compte ni de la situation faite à Napoléon III par les embarras de l'expédition et les attaques de l'opposition, ni de la situation à lui créée par la continuation de la guerre civile, la pénurie du trésor mexicain et l'incapacité de son personnel gouvernemental. A ses yeux, la France était trop intéressée à son œuvre, pour lui retirer jamais ses soldats, ou le laisser complètement sans ressources; cette perspective n'entrait point dans son esprit, et ce ne fut qu'au dernier moment, alors qu'un aveuglement poussé jusqu'à la folie lui eût seul permis d'espérer encore, qu'il se rendit à la réalité. Clairvoyance tardive, qui n'empêcha point de nouvelles fautes.

L'entreprise mexicaine condamnée par celui-là même qui l'avait lancée, et qui n'avait rien épargné jusqu'alors pour la mener à bien, il ne restait qu'à préparer une double retraite, où pussent à la fois être sauvés notre honneur, nos intérêts, l'honneur et les intérêts de nos protégés.

C'est à quoi devait travailler le maréchal Bazaine; c'est à quoi furent invités à concourir divers personnages, envoyés extraordinaires au Mexique, tels que le baron Saillard et le général Castelnau. L'armée française se retirant, Maximilien devait se retirer avec elle : on ne pouvait l'abandonner sans défense, ou à peu près, à ses ennemis.

Mais Maximilien, empereur du Mexique, ne dépendait point de la France, et Napoléon III, qui lui avait offert la couronne, ne pouvait la lui retirer, non plus que le forcer à abdiquer. Il fallait que Maximilien y consentît de son plein gré.

En vue de ce but à atteindre vont s'engager les négociations, les intrigues, les démarches, les correspondances. Ici commence l'histoire de cette longue agonie de l'Empire de Maximilien.

Triste récit d'une triste période. Dans ces débats, les caractères s'aigrissent, les malentendus surgissent, les calomnies se multiplient : dans cette lutte d'intérêts contraires, les plus vilains côtés de l'égoïsme se font jour; mais si la tâche de découvrir la vérité, et celle plus difficile de la dire est parfois ingrate, elle n'en découle pas moins d'un devoir supérieur que nous avons proclamé au début de cette œuvre : « dire aux

vivants la vérité sur les morts », et nous n'y faillirons pas.

On peut se demander, en présence de l'ordre d'évacuation donné au maréchal Bazaine par Napoléon III, si celui-ci avait le droit de retirer ainsi à sa volonté les forces françaises mises au service de l'Empire mexicain par la convention de Miramar, alors que dans le traité secret qui avait suivi la signature de cette convention, le maintien d'une force de 28 000 hommes pour 1865, de 25 000 hommes pour 1866 et de 20 000 hommes pour 1867 était prévu. Cela revient à dire : la convention de Miramar existait-elle encore?

La réponse ne saurait être douteuse, car les règles du droit et du bon sens s'appliquent à toutes les conventions. Il est incontestable qu'un contrat quelconque ne lie les deux parties qu'autant que chacune d'elles exécute les engagements pris. L'Empereur Maximilien pouvait-il exiger que Napoléon III fût lié par un traité dont lui-même n'avait rempli aucune des conditions?

La convention de Miramar mettait à la charge du gouvernement mexicain le paiement d'une somme de 270 millions pour remboursement des frais de l'expédition antérieurs au 1er juillet 1864; à partir de ce jour, l'armée mexicaine devait être soldée uniquement par le trésor mexicain (art. 5); de plus, celui-ci devait payer à la France 1 000 francs par homme et par an pour les troupes restées au Mexique (art. 6)... Aucune de ces clauses n'avait été exécutée, et l'on a vu combien de fois déjà le maréchal Bazaine, usant des pleins pouvoirs que lui donnait sa situation, était venu au

secours du gouvernement impérial par des avances d'argent, destinées soit à payer certains services administratifs, soit à assurer la solde des troupes mexicaines.

En droit strict, l'inexécution de ces clauses principales rendait caduque la convention.

On connaît déjà les motifs qui avaient dicté à Napoléon III sa résolution dernière. Ces motifs étaient valables : il n'y a aucun mérite à persévérer dans une voie sans issue et à s'acharner à une œuvre irrémédiablement condamnée. Le gouvernement français, éclairé sur la situation, mettait fin à des sacrifices inutiles d'hommes et d'argent. Ce parti était sage, sinon glorieux.

Par malheur, sa résolution prise, Napoléon III n'osa pas la manifester avec la fermeté nécessaire. Les ordres envoyés au maréchal Bazaine étaient précis : l'évacuation devait être terminée dans un délai maximum de dix-huit mois; la nouvelle résolution ne fut transmise à Maximilien qu'avec des réserves, des réticences qui en atténuèrent complètement l'effet. Le commandant en chef, intermédiaire naturel entre les deux gouvernements, dut garder le silence : un envoyé extraordinaire, le baron Saillard, fut chargé de porter à Maximilien un avertissement timide.

Qu'arriva-t-il? Le baron Saillard se borna à informer l'Empereur que l'occupation française ne durerait pas indéfiniment, que le gouvernement français songeait à rappeler ses troupes, qu'il était temps que le nouvel empire se préparât à se défendre par lui-même, à se

créer des ressources nécessaires. Maximilien ne vit là que des conseils, et point un ultimatum. Il reçut deux fois à peine le représentant de Napoléon III, et ne tint aucun compte de ses avertissements.

Le baron Saillard, d'après les avis du maréchal Bazaine, fit mine de s'éloigner, et descendit le 1er mars à Vera-Cruz, dans l'espoir que Maximilien le rappellerait bien vite. Il n'en fut rien, et, comme ses instructions ne lui permettaient point de tenir un langage plus énergique, il ne lui restait qu'à repartir pour la France. Le commandant en chef lui avait remis la lettre suivante destinée à Napoléon III :

Mexico, 1er mars 1866.

Sire,

J'ai mis M. le baron Saillard au courant de la situation de ce pays et de son gouvernement, afin qu'il soit à même de répondre aux questions de Votre Majesté. — L'Empereur Maximilien ayant réservé toute nouvelle combinaison au sujet de l'évacuation progressive du corps d'armée, M. Saillard a pensé que sa rentrée en France était urgente, et j'ai été de son avis.

Je crois qu'il faut agir sans l'assentiment de la cour de Mexico, dont le mauvais vouloir, basé sur des récriminations injustes, n'est pas loin de l'ingratitude.

En conséquence, je crois qu'en sauvegardant tous les engagements, l'évacuation du corps d'armée peut se faire en trois échelons à peu près égaux : le premier en novembre 1866, le deuxième en mars 1867, le troisième en décembre 1867.

Le premier, qui sera d'environ six mille hommes, arriverait en France fin décembre ou dans les premiers jours de janvier, avant l'ouverture du Corps législatif ; on pourrait le

faire rentrer plus tôt si Votre Majesté le désire, mais on pourrait croire que nous évacuons sous la dernière impression produite par la politique agressive des États-Unis ; d'un autre côté, la saison des pluies et celle de la fièvre jaune ne permet pas de réunir des troupes dans les terres chaudes avant octobre au plus tôt.

Sous le rapport militaire, le pays est aussi pacifié qu'il ne l'a jamais été ; c'est donc au gouvernement à achever l'œuvre par une meilleure politique, et surtout une plus sévère administration de ses ressources.

L'Empereur Maximilien paraît, du reste, croire qu'après le départ des troupes françaises, toute la nation mexicaine se groupera plus compacte autour de son trône, la présence d'une armée étrangère ne servant plus de prétexte aux vrais patriotes pour se tenir encore éloignés de lui. Plus nous resterons, moins le gouvernement mexicain fera d'efforts pour se consolider ; et il est, en outre, tout disposé à user, tant qu'il le pourra, des ressources que Votre Majesté laissera à sa disposition comme d'une dette obligée, contractée par la France envers le Mexique.

Aujourd'hui que la question américaine est écartée, il n'y a plus à hésiter, car la reconnaissance, en prolongeant davantage notre situation ici, ne serait plus en rapport avec les sacrifices de la France.

J'ai l'honneur, etc.

BAZAINE.

M. Saillard devait en outre exprimer à Napoléon III le désir du Maréchal de rentrer avec le premier échelon.

On comprend que le Maréchal désirât se soustraire à la terrible responsabilité qui lui incombait. Le rôle que les instructions secrètes l'appelaient à remplir était en effet plus que difficile : c'est cette pensée, ap-

paremment, qui lui fait accorder quelque importance à ce dire de Maximilien que le départ des Français consolidera son trône en enlevant aux patriotes le prétexte de combattre le protégé d'une armée étrangère. Au fond, ni l'un ni l'autre n'étaient dupes d'une pareille boutade, et la preuve en est qu'après le départ du baron Saillard, le Maréchal ayant répété à l'Empereur les conseils donnés par l'envoyé extraordinaire, Maximilien lui répondit en ces termes : « L'empereur Napoléon m'a promis, en me donnant la main comme expression de sa parole, de me soutenir pendant cinq ans, et j'y crois. »

A quel moment pareille promesse avait-elle été faite? Personne ne pouvait le dire : cela n'empêchait point que Maximilien répétât sa phrase, au point d'y faire croire, au point d'y croire lui-même.

La mission du baron Saillard qui n'avait pas donné le résultat attendu en produisit un autre, et celui-ci déplorable. Elle sema dans l'esprit du souverain l'idée qu'il avait été desservi par le commandant en chef. A qui, en effet, attribuer, sinon au Maréchal, les résolutions nouvelles du gouvernement français?

Et précisément vers cette époque, le langage du Maréchal changea.

Il savait l'exacte vérité sur la portée des avertissements transmis à Maximilien, et de plus il avait reçu des ordres formels, mais sans pouvoir les divulguer; aussi prit-il en pitié la situation de l'Empereur. Et comme il lui était interdit de dire : « Nous partirons dans dix-huit mois au plus tard; d'ici là, j'ai l'ordre

ou de consolider votre trône, ou de le renverser et de trouver quelque autre gouvernement qui vous remplace », et comme, d'autre part, il lui répugnait de laisser Maximilien dans une fausse sécurité, il saisit toutes les occasions de le préparer à la triste réalité qui ne devait être connue que plus tard.

Maximilien n'aimait point les pronostics fâcheux ni les sombres prévisions : il fut étonné d'abord et peiné du langage du Maréchal. Puis, lorsqu'au mois d'avril Napoléon III, mettant de côté tout ménagement, annonça officiellement le retrait des troupes, Maximilien, qui ignorait le dessous des cartes, rapprocha de cette nouvelle le changement qui s'était opéré dans le langage du Maréchal, et, naturellement, attribua à celui-ci la résolution de Napoléon III. De là son animosité contre le Maréchal, animosité qui ne devait point tarder à se manifester avec plus de violence que de franchise.

Bien que contenu et dissimulé, le mécontentement de l'Empereur n'échappa point à son entourage, et bientôt l'opinion publique, adroitement travaillée, se montra de plus en plus défavorable au commandant en chef. Le malheur voulut qu'une partie de l'armée, épousant la querelle de quelques-uns, s'associât à ce mouvement réprobateur. Le Maréchal s'en aperçut, mais il ne pouvait rien dire et ne dit rien.

Les conseils, les avertissements aigrissaient Maximilien; ils étaient impuissants à rien changer à sa politique ni à la direction de son gouvernement. On en eut une nouvelle preuve au commencement de mars

1866, lors des modifications apportées dans le ministère. M. Ramirez rentra dans la retraite et le nombre des ministères fut réduit à cinq. M. Escudero y Echanove devint ainsi ministre de la justice, de l'instruction publique et des cultes; le général Garcia ministre de la guerre; M. Salazar Ilarregui ministre de l'intérieur, et par intérim ministre d'État; M. Somera, ministre des travaux publics, et M. Martin Castillo, ministre des affaires étrangères, des finances et de la marine.

Ce personnel gouvernemental était pris, comme toujours, parmi les modérés du parti républicain : moins ouvertement et moins violemment hostiles à l'influence française, ces ministres ne lui étaient point favorables. On suivait donc les mêmes errements, qui avaient été cependant fatals jusqu'ici. Le seul avantage de la nouvelle combinaison était de réduire quelque peu les dépenses.

Déjà le départ du général Almonte, nommé ambassadeur extraordinaire à Paris, avait permis la suppression des fonctions, inutiles d'ailleurs, qu'il occupait à la cour; Maximilien réorganisa son cabinet civil et militaire et le remplaça par un simple secrétariat dont il confia la direction à M. le capitaine Pierron.

Vers cette époque, un triste événement vint jeter un jour douloureux sur la situation intérieure du Mexique, et par le retentissement qu'il eut en Europe, montra une fois de plus combien précaire était cette pacification du pays, toujours annoncée, jamais obtenue. Le nouveau roi des Belges, Léopold II, frère de

l'impératrice Charlotte, avait envoyé auprès des souverains du Mexique une mission chargée de leur notifier son avènement au trône. Composée du général Foury, de son aide de camp, M. Marschal, du baron d'Huart, officier d'ordonnance du comte de Flandre, et de deux attachés de légation, cette mission était arrivée à Mexico le 14 février, et en repartait quelques jours après, le 4 mars.

Parvenue à soixante-dix kilomètres de la ville, sur les hauteurs du Rio Frio, elle fut attaquée à l'improviste par une dizaine de bandits qui, cachés derrière des arbres, firent feu sur les voyageurs. Quatre de ceux-ci furent blessés, parmi lesquels le baron d'Huart atteint mortellement d'une balle dans la tête.

La nouvelle de cet attentat parvint rapidement à Mexico; l'Empereur monta à cheval et se porta au Rio Frio, d'où il ramena les blessés et le cadavre de la malheureuse victime de ce guet-apens. On lui fit des funérailles solennelles, mais toute cette pompe ne servit qu'à donner à ce déplorable événement plus de retentissement et plus d'importance; l'audace croissante des bandits montrait trop clairement le peu de succès des efforts accomplis par l'armée française aussi bien que de ceux tentés par le gouvernement impérial.

Cependant, sans attacher grande créance aux propos tenus par le baron Saillard, Maximilien jugea bon d'envoyer à Paris une personne de confiance. Bien qu'il eût déjà délégué le général Almonte auprès du gouvernement français, il expédia vers le même temps son ancien chef de cabinet, le commandant Loysel.

Celui-ci, parti sous un de ces prétextes de chancellerie qui ne trompent personne, avait mission de demander à Napoléon III le maintien des troupes françaises au Mexique pendant cinq années encore, et la continuation des secours en argent. M. Langlais l'avait autorisé à dire en son nom qu'on arriverait à établir l'équilibre entre les dépenses et les recettes, pourvu que, pendant six mois encore, la France consentît à faire des avances.

Mais les temps étaient passés où le gouvernement français croyait encore à la possibilité de rendre viable l'entreprise mexicaine, et de consolider l'empire. La conviction que tout nouveau sacrifice ne serait qu'une perte pour la France, sans aucun résultat pratique pour le Mexique, était si bien entrée dans l'esprit de Napoléon III, que les demandes de Maximilien, transmises par le commandant Loysel, se heurtèrent à une volonté contraire formellement exprimée.

Le 15 février, le maréchal Randon informait le maréchal Bazaine des résolutions prises à ce sujet :

... Ma dernière lettre vous a fait connaître, mon cher Maréchal, l'intention bien arrêtée du gouvernement français de rappeler une partie de nos troupes à la fin de cette année ; cette mesure, commandée par d'impérieuses nécessités politiques, se trouvera, je le crains bien, contraire aux désirs de l'Empereur Maximilien qui, déjà, attribue, dans la lettre qu'il vous a écrite le 6 janvier, la recrudescence de l'agitation juariste à l'insuffisance de l'effectif des troupes françaises. Le commandant Loysel, que j'ai vu récemment, partage cette idée et demande pour le nouvel empire des hommes et de l'argent que nous ne pouvons lui donner. Il ne faut pas se le dissimuler, mon cher Maréchal, la situation serait tout autre si depuis un an on s'était sérieusement occupé d'organiser l'armée mexicaine, et si on avait donné plus d'autorité à nos agents financiers ; le commandant Loysel et le colonel Boyer me disent que rien encore n'a été fait pour l'organisation des troupes. Il est grand temps qu'on se mette à l'œuvre et que l'on place cette formation sous la direction d'un homme habile, actif, expérimenté, capable enfin de la mener rapidement à terme... Autant que j'en puis juger à la distance où je me trouve, les Mexicains s'accommoderaient mieux de nos institutions militaires que de celles de l'Autriche. Sur ce point, comme sur tant d'autres, votre influence ne doit s'exercer qu'avec une extrême réserve et je me borne à le signaler à votre attention.

Vingt-quatre heures ne s'étaient pas écoulées que le ministre reprenait la plume et annonçait au commandant en chef de nouvelles instructions. Il ne s'agissait plus de « l'influence qu'il devait exercer avec une extrême réserve » ; on lui traçait un plan de conduite dont la mise en pratique, dans les circonstances présentes, n'était rien moins que facile.

La question du Mexique a été traitée ce matin en Conseil des ministres en présence de l'Empereur, écrivait le 16 février le Maréchal Randon, et vous recevrez communication des décisions qui ont été prises en ce qui concerne plus spécialement les mesures financières...

Ces mesures financières étaient bien simples : une phrase les résume :

S. Exc. M. le Ministre des finances a dû adresser au Payeur en chef l'ordre formel de clore définitivement le